

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION

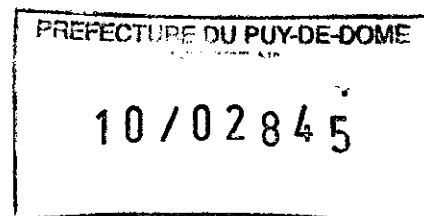
PÔLE RELATIONS AVEC LE PUBLIC

BUREAU DE LA DÉLIVRANCE DES TITRES ET DE
L'AUTOMOBILE

ARRÊTÉ N° 2010 / PREF 63 /

**portant désignation de l'adresse postale à laquelle le client
d'un taxi du Puy-de-Dôme peut adresser une réclamation**

Le Préfet de la région Auvergne,
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite



- VU** Le code de la consommation, notamment son article L.113-3 ;
- VU** Le décret n°95-935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi n°95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU** Le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de la profession de l'activité de taxi ;
- VU** L'arrêté interministériel du 10 septembre 2010 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxis
- VU** L'avis des organisations professionnelles de taxi et des associations de consommateurs du 16 novembre 2010 ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'adresse postale à laquelle le client d'un taxi bénéficiant d'une autorisation de stationnement dans une commune du département du Puy-de-Dôme peut adresser une réclamation est la suivante :

**Préfecture du Puy-de-Dôme
Service des Taxis
18, bd Desaix
63 033 Clermont-Ferrand Cédex 1**

ARTICLE 2 : En application de l'article 3 de l'arrêté du 10 septembre 2010 susvisé cette adresse postale doit obligatoirement être mentionnée dans la note délivrée en application de l'article 1 du même arrêté

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **22 NOV. 2010**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Bernard BOBIN

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.